

Conjoncture internationale et européenne : l'inflation financière fait rage

Yves Dimicoli

Le deuxième trimestre 2006 pourrait marquer un tournant dans la dynamique de l'économie mondiale.

Celle-ci, tirée par l'expansion des Etats-Unis et des pays émergents, la Chine particulièrement, connaît, depuis 2003, un rythme de croissance annualisé de 4 à 5%. Mais, désormais, le ralentissement est net aux Etats-Unis : au deuxième trimestre 2006, le PIB a cru de 2,6% en rythme annuel après 5,6%. Le relèvement du loyer de l'argent (taux d'intérêt à court terme) par la Banque centrale (FED), qui a démarré dès 2004, renchérit le coût du crédit, pesant notamment sur la demande de logement mais aussi sur la consommation.

En Europe, la BCE augmente aussi son taux d'intérêt, accordant la priorité à la lutte contre l'inflation, en réalité à la défense des profits et capitaux financiers, alors que le retard de croissance et le chômage dans cette zone sont considérables. Pourtant au premier semestre 2006, et pour la première fois depuis longtemps, l'Union européenne, dans le sillage de la croissance mondiale, y a contribué positivement.

En zone Euro, après un quatrième trimestre 2005 atone (1,6% de croissance du PIB en rythme annualisé, avec 0% en Italie notamment), l'activité économique est repartie à la hausse (+3,2% au premier trimestre 2006) sous l'effet, particulièrement, d'une moins mauvaise tenue de la demande intérieure et du fait des exportations, pour l'Allemagne notamment.

Le chômage au cœur des déséquilibres

Cependant, la croissance mondiale en cours s'est accompagnée de l'aggravation de nombreux déséquilibres, attestant de son caractère contradictoire.

C'est le cas particulièrement de l'emploi et du chômage. Le BIT estime ainsi que le nombre total de sans emploi dans le monde se situe aux alentours de 192 millions de personnes à la fin de 2005, soit une hausse de 2,2 millions depuis 2004 et de 34,4 millions depuis 1995.

Il indique aussi que près de la moitié des chômeurs dans le monde sont des jeunes de 15 à 24 ans. En l'espace de 10 ans, le taux de chômage dans cette classe d'âge a augmenté de 15% : le nombre de jeunes chômeurs est passé de 74 à 85 millions entre 1995 et 2005.

Le BIT s'alarme : « Parmi les 1,1 milliard de jeunes âgés de 15 à 24 ans dans le monde, un sur trois est soit à la recherche d'un emploi, mais n'en trouve pas, soit a totalement abandonné la recherche d'un emploi, soit travaille mais doit vivre avec moins de 2 dollars par jour ».

Simultanément, on constate dans les pays les plus riches, comme dans les pays émergents et en développement, une tendance à l'augmentation des pénuries de main d'œuvre qualifiée qui traduisent l'indigence des dépenses d'éducation et de formation, comme des dépenses de santé, de recherche, de logement...

La croissance mondiale se fait donc moyennant une très insuffisante création d'emplois et une déficience grave en matière de promotion des qualifications. Et les emplois créés sont, pour une très large part, des emplois précaires, voire ultra-précaires et mal payés. Cela confirme combien les multinationales utilisent les nouvelles technologies, de partout sur la planète, contre l'emploi et rationnement, tant et plus, les dépenses nécessaires au développement de toutes les capacités humaines.

Autre grand déséquilibre : celui des balances courantes.

Les Etats-Unis accumulent des déficits commerciaux qui pourraient dépasser en 2007 le seuil de 7,5 pour cent du PIB. Ces déficits expriment une double domination : celle de leurs multinationales implantées de partout dans le monde, y compris en Chine, et qui exportent vers les Etats-Unis ; celle aussi que leur confèrent les privilèges du dollar grâce auquel ils peuvent s'endetter vis à vis du reste du monde sans rembourser. D'ailleurs les Etats-Unis financent ce déficit extérieur béant en important massivement des capitaux, y compris de Chine, à partir desquels ils peuvent développer plus qu'ailleurs leurs efforts de recherche, de formation et d'investissements réels.

En contrepoint de ce déficit extérieur des Etats-Unis, il y a les excédents commerciaux du Japon et de la Chine qui ne cessent de croître. Ils pourraient atteindre 5,5% du PIB en 2007 pour le Japon et 6% pour la Chine. Ces excédents sont largement replacés aux Etats-Unis mêmes.

Mais les déséquilibres se creusent aussi de façon inquiétante au sein de l'Union européenne. C'est ainsi que l'excédent de l'Allemagne est désormais de l'ordre de 4,5% de son PIB, tandis que le déficit commercial de l'Espagne est de l'ordre de 10% de son PIB. Les créances qu'accumule ainsi l'Allemagne sur ses partenaires, la France notamment, lui permettent de racheter des entreprises chez ses débiteurs.

Réponses capitalistes aux difficultés de milieu de cycle

Le ralentissement de l'économie américaine, la hausse des taux d'intérêt, la tension maintenue sur les prix du pétrole et des matières premières sont autant de difficultés intervenant au milieu du cycle conjoncturel amorcé dans le courant de l'année 2002.

Celui-ci devrait cependant aller jusqu'à son terme, vers 2010-2013, car la croissance mondiale, malgré ses antagonismes, paraît robuste. Certes, des aléas sérieux existent, comme, par exemple, un krach sur le marché de l'immobilier aux États-Unis et/ou une perte de confiance sur le dollar du fait d'un déficit extérieur devenu insoutenable.

Les capitalistes vont chercher à répondre à ces difficultés de milieu de cycle par une accumulation matérielle et financière nouvelle qui pourrait être plus gaspilleuse encore et rejeterait encore plus les hommes. Ils devraient ainsi recourir, pour la production, à de nouvelles générations de technologies informationnelles arrivant à maturité, les nanotechnologies particulièrement. Celles-ci sont porteuses de potentiel de gains de productivité tout à fait considérables. Mobilisés au service de la rentabilité financière ces gains de productivité pourraient conduire, en fin de compte, à un rejet accru de salariés et de populations dans le chômage et la précarité, creusant plus encore les déficits de qualification et l'insuffisance de débouchés. C'est cela qui conduirait alors au retournement de la conjoncture mondiale dans une nouvelle récession, comme les tentatives de « nouvelle économie » à la fin des années 1990 avaient conduit à la récession des années 2001-2002.

Un enjeu déterminant est donc la façon dont, en France et au sein de l'Union européenne, pourrait avancer la construction d'un vaste rassemblement populaire dans l'action, pour des solutions alternatives de transformation sociale radicale, permettant d'anticiper tout autrement sur la prochaine récession mondiale. Il s'agirait ainsi de se placer au rendez vous du besoin de construction politique, sociale, économique nouvelle, à partir des maturations objectives et subjectives qui vont progresser d'ici là.

L'Europe à la croisée des chemins

L'Union européenne connaît, certes, un certain réveil de la croissance. Mais cela s'accompagne d'une accentuation des déséquilibres internes avec l'accumulation de très importants excédents commerciaux de l'Allemagne au détriment de ses partenaires : ils ont atteint 15,6 milliards en août dernier, après 11,2 milliards d'euros en juillet. Surtout, le chômage de masse ne recule pas de façon significative (le taux de chômage officiel, à la fin du deuxième trimestre 2006, est de 8,2% au sein de la zone Euro contre 6,2% dans

les pays de l'OCDE et 4,7% aux États-Unis). Et la précarisation des emplois est très accrue à tous les moments de la vie active, en liaison explicite avec les politiques de l'emploi conduites par les différents gouvernements.

La Commission européenne, cependant, prévoit que l'Union va pouvoir servir de relais de croissance face au ralentissement américain. Ce dernier « *n'aura pas d'impact important* » assure le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Joachim Almunia, car le moteur de la reprise économique est « *une demande intérieure solide* ».

Les prévisions d'automne de la Commission retiennent un taux de croissance de 2,6% pour la zone Euro en 2006, de 2,1% pour 2007, tandis qu'est projetée, pour 2008, une croissance de 2,2%. En 2007, selon les mêmes prévisions, la croissance de l'Union à 25 pourrait, alors, être de 2,4% en moyenne, contre 2,3% Outre-atlantique.

Les experts bruxellois annoncent même la création de 7 millions d'emplois sur la période 2006-2008, dont 5 millions dans la seule zone Euro, sans rien dire, cependant, sur la qualité de ces emplois. Le taux de chômage officiel des pays membres passerait alors de 8% en moyenne cette année à 7,4% en 2008, sachant que cette mesure du sous-emploi minore énormément la réalité.

Un tel scénario part du principe du maintien des orientations restrictives de la BCE, du pacte de stabilité et la poursuite d'une déréglementation favorisant une mise en concurrence sauvage des salariés de l'Union, dans l'esprit du projet de constitution européenne rejeté par les français et les néerlandais. Ce scénario prétend ainsi intégrer le fait que, pour faire lever par la Commission de Bruxelles, la « procédure pour déficit excessif » dont ils faisaient l'objet tout récemment encore, l'Allemagne, l'Italie et la France se sont engagées dans un effort accru de rationnement des dépenses publiques et sociales et des hausses d'impôt (3 points de plus pour la TVA en Allemagne en 2007) qui freineront la croissance. Cet optimisme est cependant tempéré par les rappels à l'ordre de J.-C. Trichet à la tête de la BCE.

L'inflation financière fait rage

Il alerte, à sa façon, sur le fait qu'il y a beaucoup trop d'argent liquide disponible dans l'économie européenne et qu'il ne sert que fort peu à créer des richesses réelles. Sa croissance est près de quatre fois plus rapide que celle du PIB. Elle est soutenue notamment par les prêts accordés aux sociétés non financières qui tendent à croître de plus de 12% en rythme annuel, « *soit le niveau le plus haut observé depuis le début des années 1990* ».

Autrement dit, les entreprises recourent de plus en plus massivement au crédit des banques, encouragées par de bas taux d'intérêt. Mais, cet argent facile du crédit sert à bien d'autres choses qu'à développer productions réelles et services utiles.

Sur cette base, et malgré une faiblesse confirmée de l'inflation des prix des biens et des services dans la zone, les dirigeants de la BCE continuent de vouloir durcir la politique monétaire (hausse du taux d'intérêt de la BCE), au nom de la lutte contre l'inflation qui mettrait en péril les profits



EADS et Airbus imposent à leurs sous-traitants des délocalisations pour réaliser 2 Mds d'euros d'économie sur la masse salariale

financiers accumulés dans l'Union et ferait perdre à l'euro son statut de monnaie « forte », attractive pour les capitaux baladeurs.

En réalité, le crédit est largement distribué, mais il sert surtout, mêlé aux profits et aux fonds publics accordés aux entreprises, à faire des placements financiers, payer des intérêts aux créanciers et des dividendes aux actionnaires, spéculer sur l'immobilier et les devises, faire des OPA, exporter des capitaux et délocaliser.

Ainsi, alors que les prix des biens et services n'augmentent que très faiblement (+1,6% à octobre 2006), l'inflation fait rage sur les marchés financiers et immobiliers : en France, l'indice CAC40 des valeurs mobilières a cru de 10,41% entre le 2/01/2006 et le 30/09/2006 ; et en Allemagne, son homologue, le DAX, a cru de 10,17% sur la même période. Pendant ce temps, le Dow Jones américain n'augmentait lui « que » de 7,67%.

De même, au seul titre des investissements directs, il est sorti de la zone Euro pour 233,5 milliards d'euros de capitaux, du deuxième trimestre 2005 au premier trimestre 2006, alors qu'il n'en est entré que 86,4 milliards d'euros.

Cette fuite des capitaux, vers les Etats-Unis surtout, mais aussi vers les pays émergents, s'explique d'abord par le fait que la croissance est beaucoup trop faible en Europe, que les efforts pour financer la recherche, la formation tout au long de la vie et des investissements efficaces sont très insuffisants, que les salaires sont écrasés, tandis que sont encouragés tant et plus les profits financiers.

Cette situation se trouvera aggravée encore par la hausse des taux d'intérêt, le haut taux de change de l'euro, la pression sur les budgets publics et sociaux, les prélèvements financiers sur les richesses produites.

Et c'est ce que l'on constate déjà dans l'aéronautique avec les délocalisations imposées par Airbus à ses sous-traitants, dans l'automobile, dans la chimie... tandis que nombre de PME-PMI se trouvent confrontées au relèvement du coût du crédit.

Dans ces conditions, on peut penser que si la croissance se maintient malgré le ralentissement américain et le pilonnage du marché intérieur par les productions délocalisées, elle sera très pauvre en emplois et en qualifications, avec une précarisation accrue de tous les salariés mis comme jamais en concurrence.

Aussi, l'Union européenne se place-t-elle très mal face au risque d'un retournement brutal à partir des Etats-Unis, du fait, par exemple, d'un éventuel krach immobilier. Surtout, elle se place très mal face aux défis d'avenir et à la récession mondiale qui devrait ponctuer la fin du cycle conjoncturel en cours.

C'est dire l'importance fondamentale des exigences de réorientation de la BCE et d'un tout autre pacte que le pacte de stabilité. La question d'une réécriture des traités européens dans le prolongement du « Non » au référendum du 29/05/2005 devra être au cœur de la campagne pour l'élection présidentielle de 2007 en France. ■